

Des cadres pour une Afrique socialiste

L'Université Patrice Lumumba et la formation des étudiants africains (1960-1991)

Constantin Katsakioris

Citer cet article : Katsakioris Constantin (2021), « Des cadres pour une Afrique socialiste. L'Université Patrice Lumumba et la formation des étudiants africains (1960-1991) », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, Varias, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/variakatsakioris>

Mise en ligne : 7 janvier 2021

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e297>

Résumé

Créée à Moscou en 1960 pour former des cadres nationaux africains, asiatiques et latino-américains et les gagner au marxisme-léninisme, l'Université de l'Amitié des Peuples « Patrice Lumumba » est érigée en symbole de la solidarité soviétique avec les pays du « tiers-monde ». Jusqu'à la fin de la guerre froide, elle forma plus de 5 000 étudiants africains aux frais de l'Union soviétique. Cet article retrace l'histoire et met en lumière les particularités de l'Université Lumumba. Il explique les prémisses et les objectifs derrière sa création et examine les réactions des gouvernements et des étudiants africains. Ces réactions varièrent d'un pays à l'autre et évoluèrent entre les décennies 1960 à 1990. Face aux réactions négatives et conscients des problèmes, les Soviétiques réformèrent l'établissement. Rejetée par les pays d'Afrique du Nord, l'Université Lumumba reste néanmoins un établissement très important pour la formation de cadres de l'Afrique subsaharienne.

Mots-clés : Université Patrice Lumumba ; URSS ; étudiants ; élites ; guerre froide

Manpower for a Socialist Africa. The Patrice Lumumba University and the Training of African Students (1960-1991)

Abstract

Founded in Moscow in 1960 to train a socialist-minded intelligentsia for Africa, Asia, and Latin America, the Peoples' Friendship University "Patrice Lumumba" was a symbol of Soviet solidarity to the countries of the Third World. Until the end of the Cold War, the school trained more than five thousand African students at the expense of the Soviet Union. This article retraces the history and highlights the specificities of Lumumba University. It explains the premises and objectives behind its creation and investigates the reactions of African governments and students. These reactions varied from one country to the other and changed over time. In response to these reactions and aware of the academic weaknesses, the Soviets reformed the school. Rejected by North African countries, Lumumba University nonetheless constituted a very important school for the training of students from sub-Saharan Africa.

Keywords: Patrice Lumumba University; USSR; students; elite; Cold War



Du 14 au 21 décembre 1959¹, un colloque ambitieux eut lieu à Dakar, puis à Abidjan. Une pléiade de scientifiques, d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires se sont réunis pour promouvoir « la recherche scientifique et technique, le développement économique et social des pays africains² ». L'Université de Dakar qui les accueillit, venait de fêter son inauguration le 9 décembre. Elle était depuis 1957 le premier établissement d'enseignement supérieur en Afrique française ayant le statut d'université métropolitaine. La veille du colloque, le 13 décembre, Charles de Gaulle prononçait un discours historique devant l'Assemblée fédérale de Dakar acceptant que la Fédération du Mali accède à l'indépendance sans rompre ses liens avec la Communauté franco-africaine³. À l'ombre de ces évolutions politiques, les participants au colloque abordèrent des questions essentielles comme l'aide française au développement, la coopération et l'éducation. Inévitablement, la formation de cadres africains qui allaient contribuer au développement économique des États indépendants s'imposa comme la tâche prioritaire.

Lors d'un débat animé, le directeur de l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) Henri Laugier, et l'économiste Georges Fischer soutinrent une position osée : l'enseignement traditionnel français étant d'après eux « néfaste » en Afrique, il fallait créer « des centres d'enseignement accéléré » et mettre « en jeu des pédagogies de choc » afin d'atteindre « une activité "stakhanoviste"⁴ ». Élaborée rapidement, leur proposition vit le jour dans le numéro inaugural de la revue *Tiers Monde* sous le titre éloquent suivant : « Pour une Université internationale au service des pays sous-développés⁵ ». Convaincus qu'une université aux programmes d'études adaptés et accélérés constituait la solution aux besoins urgents des pays nouvellement indépendants, Laugier et Fischer ne manquèrent pas de critiquer les réactions négatives des gouvernements africains. Les auteurs constatèrent avec beaucoup de regret que ces derniers repoussaient, pour la plupart, avec plus ou moins d'indignation, mais toujours avec fermeté, toute structure spéciale d'enseignement, adaptée à leur situation ; tout enseignement de ce genre était qualifié d'enseignement au rabais, d'enseignement sur mesure, et considéré comme une séquelle intolérable des relations anciennes entre colonisateurs et colonisés⁶.

Ces réactions jouèrent certainement un rôle dans l'abandon du projet. Rien ne suggère néanmoins qu'elles aient été connues des dirigeants soviétiques quand ils prirent la décision de créer leur propre université au service des pays « sous-développés », l'Université de l'Amitié des Peuples à Moscou. Le 22 février 1960, le Premier ministre de l'URSS, Nikita Khrouchtchev, annonçait devant les étudiants de l'université de Jogjakarta en Indonésie sa décision de créer

¹ Cet article reprend certains arguments développés dans une publication récente à propos de l'Université Lumumba. Il se concentre cependant plus précisément sur la formation des cadres africains en apportant des sources et des éléments nouveaux. Pour un tableau plus général de la formation des étudiants du « tiers-monde » dans cet établissement, voir Katsakioris Constantin (2019), « The Lumumba University in Moscow: Higher Education for a Soviet-Third World Alliance, 1960-1991 », *Journal of Global History*, 14(2), pp. 281-300.

² Colloque de Dakar-Abidjan (1961), *Les Cahiers de la République*, numéro spécial, p. XIII.

³ Chafer Tony (2002), *The End of Empire in French West Africa. France's Successful Decolonization?*, Oxford, Berg, p. 183.

⁴ Colloque de Dakar-Abidjan, *op. cit.*, pp. 360 et 376. Laugier avait également été le premier directeur général du CNRS en 1939 et le recteur de l'Université d'Alger en 1943. Fischer Georges (1973), « Henri Laugier : in memoriam », *Tiers-Monde*, 14(53), pp. 5-7. Morazé Charles (1974), « À l'IEDES : Georges Fischer », *Tiers-Monde*, 15(58), pp. 413-414.

⁵ Fischer Georges et Laugier Henri (1960), « Pour une Université internationale au service des pays sous-développés. À propos du Colloque Abidjan-Dakar », *Tiers-Monde*, 1(1-2), pp. 17-26.

⁶ *Ibid.*, p. 18.

une université spéciale pour les jeunes des pays du Sud, « privés de la possibilité de réaliser leur rêve et d'étudier en Union soviétique⁷ ». Dès le lendemain, le Conseil des ministres siégeant à Moscou entérinait la décision annoncée à Jogjakarta. Le 24 février, la nouvelle était diffusée dans la *Pravda*. Ce « coup » soviétique était sans doute préparé à l'avance. Sa mise en scène et son exécution par Khrouchtchev se révélèrent implacables. La décision de la création de l'Université de l'Amitié des Peuples (*Universitet Druzby Narodov*) avait, en effet, été prise début février et le discours de Jogjakarta constitua un prélude à la nouvelle politique culturelle internationale de l'URSS.

Cet article retrace l'histoire de l'Université de l'Amitié des Peuples, rebaptisée « Patrice Lumumba » après l'assassinat du Premier Ministre congolais en janvier 1961 et se focalise sur la formation des étudiants du continent africain. Symbole de la solidarité soviétique avec les pays du Sud, l'Université Lumumba était réservée en premier lieu aux étudiants africains, asiatiques et latino-américains. Sa mission était de former des étudiants issus des milieux sociaux défavorisés et le plus souvent admis sur les critères idéologiques et politiques des Soviétiques. Pendant trois décennies, environ 5 500 étudiants de l'Afrique subsaharienne fréquentèrent Lumumba contre 40 000 formés dans les autres établissements soviétiques d'enseignement⁸. La première partie de l'article examine les objectifs et les spécificités de cet établissement. Les deuxième et la troisième parties mettent en lumière les réactions des gouvernements ainsi que des étudiants africains vis-à-vis de cet établissement au statut particulier. La quatrième partie suggère que ces réactions, ainsi que les faiblesses de l'Université Lumumba pendant les premières années de son fonctionnement, persuadèrent les Soviétiques de réformer l'établissement. La conclusion, enfin, tente d'évaluer la contribution de l'Université Lumumba tant à la politique internationale de l'URSS, qu'à la formation de cadres africains.

L'expérience socialiste pour l'avenir du Sud : la mission de l'Université Lumumba

Pour les pays qui accédaient à l'indépendance, l'enseignement était la clé aussi bien pour la construction de l'État-nation que pour leur développement économique⁹. « Les Africains voient dans l'éducation un moyen de satisfaire leurs aspirations et ils sont prêts à faire des sacrifices en sa faveur, car ils savent qu'elle est une des bases du développement économique et social » notait le Rapport final de la conférence des États africains sur le développement de l'éducation en Afrique tenue à Addis-Abeba en 1961¹⁰. L'aide internationale fut alors sollicitée.

Dans ce contexte, l'Union soviétique et les autres pays socialistes s'engagèrent dans la formation des élites du « tiers-monde », convaincus que ces élites joueraient un rôle prépondérant dans les choix politiques et économiques des pays devenus indépendants. Cet engagement faisait partie d'une nouvelle politique internationale pour tisser des coopérations, voire des alliances, avec le « Sud », que les successeurs de Staline inaugurèrent au milieu des

⁷ Traduction personnelle. Rossen Seymour (1973), *The Development of the Peoples' Friendship University in Moscow*, Washington DC, U.S. Government Printing Office.

⁸ Le nombre des étudiants d'Afrique du Nord qui fréquentèrent Lumumba était très limité. Voir Katsakioris Constantin (2017), « Creating a Socialist Intelligentsia: Soviet Educational Aid and Its Impact on Africa, 1960-1991 », *Cahiers d'Études africaines*, 226(2), pp. 259-286; Katsakioris C., « The Lumumba University... », *op. cit.*

⁹ Assié-Lumumba N'dri T. (2006), *Higher Education in Africa: Crises, Reforms and Transformation*, Dakar, Codesria, pp. 44-45.

¹⁰ *Conférence d'États africains sur le développement de l'éducation en Afrique. Addis-Abeba 15-25 mai 1961*, Unesco, Paris, p. 3.

années cinquante. Si les motivations économiques ne manquaient pas, le facteur idéologique conditionna cette politique¹¹. Renouant avec la vision de Lénine, les pays socialistes s'engagèrent alors à offrir leur soutien aux « nations opprimées », censées être les alliées naturelles du camp socialiste dans la bataille contre le capitalisme et sa manifestation suprême, l'impérialisme.

L'aide à la formation des cadres constituait un aspect majeur de ce soutien. L'Allemagne de l'Est devint le premier pays du bloc à accueillir des étudiants nigériens en 1951¹². De petits groupes d'étudiants rejoignirent ensuite la Tchécoslovaquie et la Roumanie¹³. Au milieu des années cinquante, l'Université d'État de Moscou (MGU) commença à accueillir des étudiants africains, asiatiques et latino-américains. À partir des années 1960, l'URSS était le premier pays d'accueil du bloc de l'Est. L'écrasante majorité des étudiants de pays en voie de développement poursuivaient leurs études dans les universités ordinaires à travers l'URSS et parfois dans des écoles techniques et professionnelles¹⁴.

Une minorité pourtant fréquentait des établissements où les critères de recrutement étaient plus souples, aux programmes d'études et aux cursus souvent raccourcis comme par exemple la Faculté des ouvriers et des paysans (*Arbeiter und Bauern Fakultät*) de l'Université de Leipzig que l'Allemagne de l'Est mit en place au lendemain de la guerre pour former rapidement des cadres issus des classes défavorisées¹⁵. L'Université Lumumba proposait aussi ce genre de formation tout comme l'Université du 17 Novembre à Prague, fondée en 1961 sur le même modèle et destinée en premier lieu aux étudiants du « tiers-monde »¹⁶. Ces établissements ressemblaient, à certains égards, à l'université que Laugier et Fischer avaient imaginée, à la différence qu'ils étaient créés dans une logique proprement marxiste-léniniste mettant en œuvre une discrimination positive à des fins politiques.

Parmi ces établissements, l'Université Lumumba était de loin la plus importante en termes d'effectifs d'étudiants et de symbolisme politique. Ses spécificités par rapport aux universités soviétiques ordinaires étaient nombreuses. Tout en étant un établissement public qui fonctionnait sous l'égide du ministère de l'Enseignement (Minvuz), l'Université Lumumba fut officiellement fondée par des organisations soviétiques « non-gouvernementales ». Membres du conseil administratif de l'établissement, ces organisations accordaient des bourses aux partis étrangers marxistes ou anti-impérialistes. La liste de ces partis était longue et comprenait, entre autres, le Sawaba nigérien, l'Union des populations du Cameroun (UPC),

¹¹ Westad Odd Arne (2005), *The Global Cold War, Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press.

¹² Pugach Sara (2019), « Eleven Nigerian Students in Cold War East Germany: Visions of Science, Modernity, and Decolonization », *Journal of Contemporary History*, 54(3), pp. 551-572.

¹³ Muehlenbeck Philip (2016), *Czechoslovakia in Africa, 1945-1968*, Basingstoke, Palgrave Macmillan. Sur la Roumanie, voir le témoignage du leader du Parti africain de l'indépendance, Diop Majhemout (2007), *Mémoires de luttes. Textes pour servir à l'histoire du Parti Africain de l'Indépendance*, Paris, Présence Africaine, pp. 28-29.

¹⁴ Pour un aperçu de la littérature sur ce sujet, voir Yengo Patrice (2011), « Jalons pour une historiographie des élites africaines formées dans le Bloc soviétique », in M. Leclerc-Olive, G. Scarfo Ghellab et A-C. Wagner (dir.), *Les mondes universitaires face au marché. Circulation des savoirs et pratiques des acteurs*, Paris, Karthala, pp. 135-148 ; Burton Eric (2018), « Introduction. Journeys of Education and Struggle: African Mobility in Times of Decolonization and the Cold War », *Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, 34(18), pp. 1-17 ; de Saint Martin Monique, Scarfo Ghellab Grazia et Mellakh Kamal (2015), (dir.), *Étudier à l'Est. Trajectoires d'étudiants africains et arabes en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est*, Paris, Karthala.

¹⁵ Miethe Ingrid et al. (2019), *Globalisation of an Educational Idea: Workers' Faculties in Eastern Germany, Vietnam, Cuba and Mozambique*, Munich, De Gruyter Oldenbourg.

¹⁶ Le gouvernement tchécoslovaque ferma l'université en 1974.

le Parti africain de l'indépendance (PAI) sénégalais, ou le *Socialist Workers and Farmers Party of Nigeria* (SWAFP). S'appuyant sur son modèle et son mode de gestion uniques, cet établissement court-circuitait les accords de coopération entre l'URSS et les pays africains pour recruter des étudiants appartenant aux organisations d'opposition à l'insu des gouvernements étrangers. Sur le plan académique, l'université admettait aussi des étudiants qui n'avaient pas accompli d'enseignement secondaire et pour lesquels était prévue une formation préparatoire de une à trois années. Cette mesure visait certes à recevoir les étudiants les plus faibles mais en même temps, elle leur donnait la possibilité, s'ils avaient la recommandation d'une organisation politique, de faire des études de troisième cycle. Pour la promotion de 1960, le taux d'étudiants dans cette catégorie s'élevait à 30 % pour l'Afrique subsaharienne et 65 % pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient¹⁷.

Une autre particularité encore : la durée des études était raccourcie d'un an par rapport aux universités ordinaires. À la faculté de médecine de l'Université Lumumba, les études duraient cinq ans au lieu de six, tandis que dans les autres cinq facultés – génie, économie et droit, agriculture, histoire et lettres, sciences naturelles et mathématiques – elles duraient quatre ans au lieu des cinq années qui étaient la norme en URSS. À la fin du premier cycle, les étudiants obtenaient directement le diplôme de Master, qui donnait accès à la possibilité de poursuivre en thèse de doctorat. Enfin, cet établissement n'était pas une école politique, comme l'était par exemple l'Université communiste des travailleurs de l'Orient pendant l'entre-deux-guerres. Les cours de sciences politiques et sociales qui avaient effectivement un contenu idéologique représentaient seulement un cours par semestre. Comme dans toutes les universités en URSS, ces cours étaient facultatifs pour les ressortissants de pays non communistes jusqu'en octobre 1968¹⁸.

Avant tout, l'Université Lumumba était conçue comme un symbole pour la politique internationale de Moscou. Elle incarnait l'aide désintéressée que l'URSS offrait, d'une part, aux jeunes issus des milieux défavorisés et d'autre part, aux nations exploitées par l'impérialisme¹⁹. À cet égard, l'établissement mettait en place une double discrimination positive basée sur les critères de la classe sociale et de l'origine géographique²⁰. « Environ 80% des demandes d'admission », notait en 1960, le recteur de l'université Sergej Roumiantsev, « venaient de jeunes qui appartenaient aux couches populaires des travailleurs et des dépourvus²¹ ». Pour la période 1960-1968, 54,6 % des boursiers étaient issus de familles d'ouvriers et de paysans²². En 1971-1972, ce taux s'élevait à 57,8 %. En guise de comparaison, en Ukraine soviétique, ce taux s'élevait à 34,9 % pendant la même année²³. Vers la fin des années 1970, le pourcentage des étudiants issus de familles d'ouvriers et de paysans s'élevait à 67 % à Lumumba contre 46,2 %

¹⁷ Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), f. (fonds) 5451, op. (*opis'* signifie inventaire) 45, d. (*delo* signifie dossier) 1543, l. (*list* signifie feuille) 93-97.

¹⁸ Katsakioris Constantin (2010), « Soviet Lessons for Arab Modernization: Soviet Educational Aid Towards Arab Countries after 1956 », *Journal of Modern European History*, 8(1), pp. 85-105.

¹⁹ Koudawo Fafali (1992), *La formation des cadres africains en Europe de l'Est depuis 1918*, Paris, L'Harmattan.

²⁰ L'ensemble de l'aide que l'URSS accordait aux États africains par le canal officiel (au travers des accords bilatéraux) constituait aussi une forme de « discrimination positive » en faveur des pays en développement.

²¹ GARF, f. 9576, op. 1, d. 88, l.

²² Archives d'histoire sociale et politique de l'État russe (RGASPI), f. M-1, op. 39, d. 143, l. 10, rapport de N. Egorov et N. Sofinskij, 4 juin 1968.

²³ Archive centrale des organisations publiques de l'Ukraine (TsDAGO), f. 7, op. 20, d. 1030, l. 20, rapport sur la Jeunesse communiste (Komsomol), février 1972.

en Ukraine²⁴. Même si ces statistiques, fondées sur les réponses des étudiants à un questionnaire, peuvent être contestées, il n'est pas moins vrai que l'Université Lumumba recrutait ses étudiants sur des critères politiques et sociaux, offrant ses bourses aux étudiants kurdes et palestiniens, aux communistes latino-américains, ainsi qu'aux réfugiés tutsis et aux militants pourchassés de Sawaba, dont Klaas van Walraven a brillamment retracé l'histoire²⁵.

Cependant, ce type de discrimination positive suscitait la méfiance. Qui plus est, comme Laugier et Fischer l'avaient déjà constaté, toute idée d'un établissement d'enseignement spécialement conçu pour subvenir aux besoins des pays africains était envisagée avec mépris et réserve. Créée par une superpuissance associée à la révolution, à l'endoctrinement et à l'exportation de son modèle, l'Université Lumumba devint la cible de nombreuses critiques.

Les réactions contre l'Université Lumumba

Au retour de Jogjakarta, Khrouchtchev reçut une lettre de protestation de la part de l'Union des étudiants d'Afrique noire (UEAN), une organisation fondée à Moscou en décembre 1958 par les premiers étudiants de l'Afrique subsaharienne. L'UEAN y dénonçait le lynchage d'un étudiant somalien par des Russes et le comportement hostile de citoyens soviétiques à leur égard. Les questions de l'hostilité et de la ségrégation vis-à-vis des étudiants de couleur étaient centrales dans les plaintes²⁶. L'Université Lumumba était pointée du doigt, notamment par le membre dirigeant de l'UEAN, l'un des premiers étudiants africains en URSS, le togolais Michel Ayih. Celui-ci écrivit d'ailleurs dans son livre que l'Université Lumumba avait été créée selon lui dans le but d'isoler et d'endoctriner les étudiants d'Afrique et d'Asie²⁷. Dès sa fondation, elle suscita des polémiques notamment sur sa politique d'admissions, le niveau académique et l'endoctrinement des étudiants, voire leur ségrégation. Plutôt que d'être saluée pour sa discrimination positive, elle fut souvent fustigée comme un établissement où régnait une discrimination tout court.

Michel Ayih n'était pas le seul à manifester sa désillusion. D'autres anciens étudiants en URSS, qui furent par la suite accueillis en Occident, fustigèrent l'Université Lumumba et l'aide soviétique²⁸. Le 4 août 1960, le quotidien britannique *Daily Express* publiait un entretien avec l'étudiant ougandais, Stanley Okullo, qui venait d'être expulsé d'URSS. Okullo dénonçait le racisme et la surveillance idéologique. Ses critiques n'étaient, certes, pas complètement infondées. D'autres, par contre, étaient largement fantasmées. Tel était le cas du récit sensationnel du nigérien Antony Okocha, publié en juin 1961, en Grande Bretagne, dans le journal *Sunday Telegraph* sous le titre : « À Moscou on me préparait comme organisateur d'insurrection en Afrique ». Okocha y racontait que les étudiants étrangers suivaient un entraînement militaire pour mener ensuite des révolutions communistes. Son récit s'avéra mensonger²⁹. Les témoignages d'anciens étudiants à l'Université Lumumba sur

²⁴ Pour l'Université Lumumba, voir RGASPI, f. 3, op. 3, d. 588a, l. 6. Pour l'Ukraine le taux correspond à l'année universitaire 1980/1981. Voir Archive centrale des organes du pouvoir de l'Ukraine (TsDAVO), f. 4621, op. 13, d. 6281-8.

²⁵ van Walraven Klaas (2013), *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill.

²⁶ Mazov Sergej (1999), « Afrikanskije studenty v Moskve v god Afriki (po arhivnym materialam) », *Vostok*, 3, pp. 89-103.

²⁷ Ayih Michel (1961), *Ein Afrikaner in Moskau*, Cologne, Bertelsmann, p. 142.

²⁸ Le départ des étudiants « est et doit être exploité dans notre propagande » notait un rapport britannique de 1962. British National Archives (BNA), Colonial Office (CO), dossier 1027/382, p. 4.

²⁹ Mazov S., « Afrikanskije studenty... », *op. cit.*

l'endoctrinement, la surveillance et la ségrégation figuraient également dans des brochures qui circulaient en Afrique. Par exemple, une brochure intitulée « Les communistes parlent... les Africains répliquent. Dix vérités sur l'Université de l'Amitié des Peuples à Moscou », préparée par les Italiens, était largement diffusée à Mogadiscio (Somalie) comme le rapportait l'ambassadeur soviétique³⁰.

Bien que certains témoignages négatifs sur l'Université Lumumba étaient téléguidés par les Occidentaux, ils ne comportaient pas moins une part de vérité. Les incidents de violence verbale et physique contre les Africains étaient monnaie courante. Entre décembre 1962 et mars 1965, un étudiant du Lesotho et deux Ghanéens furent trouvés morts dans des conditions très obscures à Kiev, Moscou et Bakou. Ces incidents provoquèrent des manifestations d'étudiants en décembre 1963 sur la Place rouge³¹. Par ailleurs, l'information sur ces incidents circulait indépendamment de l'entremise occidentale. Le président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), Amady Aly Dieng, voyagea en URSS à l'été 1961 et rencontra l'ancien secrétaire, Ibrahima Konaté. Ce dernier, qui était alors président de l'association des étudiants noirs en Ukraine informa Dieng à propos du « problème du racisme anti-noir dans un pays socialiste³² ». Les participants au premier congrès de l'Union des étudiants africains en Europe qui eut lieu à Belgrade en 1962 se rendirent compte des discriminations et des violences qui avaient lieu dans tous les pays socialistes. D'après Amadou Booker Sadj, étudiant sénégalais en Allemagne de l'Est, les témoignages des congressistes étaient tellement accablants que leurs « convictions » à propos des pays socialistes « furent sérieusement ébranlées³³ ».

Les Soviétiques furent très tôt confrontés aux effets négatifs qu'avaient les textes publiés par des étudiants expulsés. Leurs ambassades en Afrique mentionnaient dans leurs rapports les représentations négatives à propos des études en URSS. Des lettres directement envoyées à Moscou étaient plus troublantes. Tel fut le cas d'une lettre envoyée le 31 octobre 1960, par John Shingler, président de l'Union nationale des étudiants d'Afrique du Sud (NUSAS), organisation mixte qui combattait l'apartheid, à Ivan Potekhine, président de l'Association soviétique pour l'amitié avec les peuples d'Afrique. La lettre soulevait la question de la violence et de la discrimination raciale et pointait du doigt l'Université de l'Amitié des peuples. Celle-ci était décrite comme une initiative hypocrite qui institutionnalisait la ségrégation. Potekhine était directement interpellé :

Puisque votre association s'est autoproclamée Association pour l'Amitié avec les Peuples d'Afrique, nous avons présumé que vous vous opposeriez à toute pratique discriminatoire fondée sur la couleur de la peau, non seulement en Afrique, mais aussi ailleurs. [...]

³⁰ GARF, f. 9576, op. 14, d. 18, l. 78, lettre de l'ambassadeur soviétique à Mogadiscio au ministère des Affaires étrangères (MID), 22 mai 1961.

³¹ Hessler Julie (2006) « Death of an African student in Moscow. Race, politics, and the Cold War », *Cahiers du Monde russe*, 47(1-2), pp. 33-64 ; Katsakioris Constantin (2017), « Burden or Allies? Third World Students and Internationalist Duty through Soviet Eyes », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 18(3), pp. 539-567.

³² Dieng Amady Aly (2011), *Mémoires d'un étudiant africain*, v. 2, Dakar, Codesria, p. 20. Sur la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), voir Blum Françoise (2016), « Trajectoires militantes et (re)conversions : À propos de la FEANF. Que sont-ils/elles devenu-e-s ? », Thèse d'habilitation en histoire, EHESS.

³³ Sadj Amadou Booker (2006), *Le rôle de la génération charnière ouest-africaine. Indépendance et développement*, Paris, L'Harmattan, p. 264.

Nous avons, en l'occurrence, entendu qu'à l'Université de Moscou les étudiants non russes, dont la peau a une couleur foncée, ne sont pas autorisés à entrer dans les chambres des étudiants russes ; que ces étudiants africains et asiatiques sont soumis à un système de contrôle de leurs mouvements par des autorités à l'intérieur et en dehors de l'Université ; et qu'il y a une censure sur le courrier qui arrive pour ces étudiants de leurs familles. Nous savons par des sources extrêmement fiables qu'il y a même eu des cas de violence perpétrée sur des étudiants africains par des étudiants russes. Ceux-ci sont des événements sur lesquels nous aimerions connaître votre attitude et votre position.

La situation est maintenant devenue tellement mauvaise que le gouvernement de l'URSS a ressenti la nécessité de ségréguer les non-blancs des blancs, en les mettant tous ensemble dans une institution universitaire séparée. Afin de dissimuler cette pratique discriminatoire le gouvernement a déclaré de manière hypocrite que l'Université a été créée comme un geste spécial pour les peuples non-blancs du monde et est allée encore plus loin en l'appelant « l'Université de l'Amitié des Peuples ». Nous voulons savoir pourquoi il était nécessaire de mettre les étudiants dans des institutions séparées les privant de contacts avec le peuple du pays dans lequel ils sont venus et où ils peuvent rencontrer seulement leur genre pour appeler ça ensuite la soi-disant amitié. Nous croyons que cette Université servira seulement de centre d'endoctrinement pour l'idéologie que votre gouvernement soutient, privant les gens qui sont venus de toute connaissance des conditions qui existent à l'intérieur et en dehors des autres universités en URSS et qu'en aucun cas elle ne promeut la recherche de la vérité, de la paix internationale et de la justice sociale.³⁴

La lettre arriva avec du retard et reçut finalement le 25 avril 1961 la réponse sévère de Potekhine. Celui-ci réfuta les accusations sur la discrimination raciale et répliqua au président de la NUSAS :

[L'Université Lumumba] fut créée non pas pour ségréguer les étudiants des pays d'Asie ou d'Afrique des étudiants soviétiques, mais parce que l'Université d'État de Moscou, malgré le fait que 25 000 étudiants incluant des Africains y étudient, est très petite pour le grand nombre des étudiants étrangers qui souhaitent suivre une éducation en URSS, le pays à la culture, aux sciences et à la technique hautement développés.³⁵

Potekhine lui reprochait d'avoir crû à « la propagande antisoviétique mensongère » et de « déformer la vérité sur la vie et les études des Africains et des étudiants d'autres pays d'Asie et de l'Amérique latine en Union soviétique³⁶ ».

Néanmoins plusieurs États africains continuèrent à porter la critique contre cet établissement. La raison principale de leur mécontentement était le recrutement à leur insu, par le biais d'organisations politiques dissidentes, d'étudiants qui s'opposaient au gouvernement de leur pays. À plusieurs reprises, le Nigeria dénonça l'admission des membres des syndicats du *Nigerian Youth Congress* et du parti SWAFP³⁷. La majorité de ces étudiants venaient de la région de l'Est et étaient Igbo. L'Université Lumumba était la base aussi bien des communistes que des Igbo qui soutinrent ensuite la sécession du Biafra en 1967. Le

³⁴ Traduction personnelle. GARF, f. 9576, op. 14, d. 21, l. 244-245.

³⁵ *Ibid.*, l. 250-251.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ GARF, f. 9606, op. 2, d. 128, l. 252-256, note de l'ambassadeur du Nigeria à Moscou, 2 octobre 1964.

gouvernement camerounais protesta également contre l'octroi de bourses aux militants de l'UPC qui dominaient l'amicale camerounaise en URSS³⁸.

Même les États socialistes, tels que le Ghana ou l'Algérie, adressèrent des protestations aux autorités soviétiques et prirent des mesures. Le Ghana interdit à ses propres ressortissants de recevoir des bourses et de partir en URSS sans autorisation. En novembre 1962 le ministère des Affaires étrangères envoya une lettre à l'ambassade soviétique pour lui faire part de son mécontentement quant à l'octroi de bourses et le recrutement de Ghanéens à l'insu du gouvernement. Dans une note séparée, il signalait que toutes les bourses destinées aux Ghanéens devaient être offertes au gouvernement pour être gérées par les autorités ghanéennes³⁹. Le gouvernement algérien procéda à des démarches semblables : « Nous sommes prêts à former nos cadres en URSS seulement dans le cadre de la coopération entre nos gouvernements » disait en mars 1964 le directeur du Bureau national algérien pour la distribution des bourses aux diplomates soviétiques à Alger. Entre temps, les autorités algériennes avaient mis en garde l'URSS contre le recrutement d'Algériens⁴⁰.

Dans d'autres cas, les protestations officielles combinaient plusieurs arguments. Le Maroc a été un des premiers pays à réagir avec une note diplomatique en octobre 1960 contre l'octroi de bourses directement attribuées aux candidats. Mais par-delà le mécontentement à l'égard de la politique de recrutement pratiquée par l'Université Lumumba, le ministère des Affaires étrangères du Maroc exprimait également de manière très explicite son désaccord avec la raison d'être de cet établissement. Dans une note séparée, après avoir stipulé que « le Gouvernement marocain ne compte pas envoyer des étudiants à l'Université de "l'Amitié des Peuples" », il expliquait les raisons de son rejet : « En effet, l'intérêt qu'il y aurait d'envoyer des étudiants en URSS serait de leur permettre de prendre contact avec les milieux culturels et estudiantins soviétiques, et non pas de se mêler aux étudiants afro-asiatiques ou américano-latins composant l'Université de "l'Amitié des Peuples" et qu'ils peuvent rencontrer dans leurs pays ». La note concluait en annonçant des mesures contre l'université : « Le Gouvernement marocain ne reconnaît et n'homologue que les diplômes d'État et ne fait pas cas des diplômes attribués par des établissements privés ou semi gouvernementaux⁴¹ ».

Si le ministère affirmait regretter le fait que les étudiants marocains ne prennent pas contact avec les milieux soviétiques, deux autres questions relatives au statut particulier de l'Université Lumumba étaient beaucoup plus problématiques. La première portait sur le fait qu'il s'agissait d'un établissement fondé et géré par des organisations non gouvernementales. La seconde était que son corps estudiantin était composé de ressortissants des pays du Sud. Ce faisant, les principaux arguments employés par les Soviétiques en faveur de cette université étaient retournés contre elle. Si les Soviétiques avaient anticipé les réactions contre l'endoctrinement marxiste-léniniste, rien n'atteste qu'ils aient envisagé que les pays du Sud interprètent leur geste, non pas comme de la discrimination positive, mais comme une discrimination tout court. Néanmoins, ne faut-il pas interpréter la réaction marocaine comme

³⁸ GARF, f. 9606, op. 2, d. 267, l. 47, rapport secret de l'ambassadeur soviétique à Yaoundé, 9 mars 1967.

³⁹ GARF, f. 9576, op. 14, d. 58, l. 6-18, lettre du Ministère du 06/11/1962 et copie de la note du 26/03/1963.

⁴⁰ GARF, f. 9518, op. 1, d. 489, l. 164, rapport de l'attaché culturel soviétique, 18 mars 1964.

⁴¹ Note citée dans Katsakioris Constantin (2007), « Transferts Est-Sud. Échanges éducatifs et formation de cadres africains en Union soviétique pendant les années soixante », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 354-355(95), p. 94.

une défense du droit de tous les étudiants des pays du Sud – et pas seulement des ressortissants marocains – d’étudier aux côtés de leurs collègues de l’URSS ou des pays de l’Est ?

Les retours que les Soviétiques eurent de leurs représentations diplomatiques dans certains pays arabes attestait que l’apparente ségrégation entre étudiants du Sud et étudiants soviétiques n’était qu’une raison parmi d’autres du rejet. Le mécontentement et le mépris pour cette institution émanaient également du fait que les étudiants arabes allaient côtoyer des étudiants d’autres pays du Sud et notamment des Africains. Dans plusieurs pays arabes, les stéréotypes sur l’infériorité des Africains suffisaient pour discréditer le lieu et ses diplômés. Un Irakien, ancien étudiant à la Lumumba, racontait à un diplomate soviétique que son diplôme n’était pas reconnu dans son pays, ajoutant que « l’Université de l’Amitié » était « considérée comme un établissement d’enseignement du parti, où font leurs études des nègres peu lettrés⁴² ». Un diplomate tunisien expliquait à son homologue soviétique que « la Commission tunisienne pour la distribution des bourses se prononça contre l’envoi des étudiants tunisiens à l’Université Lumumba, car elle considérait les études à cette université comme une discrimination vis-à-vis des Tunisiens, parce que les jeunes tunisiens ont un niveau de préparation comparable à celui des étudiants européens, tandis que l’Université est appropriée aux étudiants africains [noirs], qui sont moins bien préparés⁴³ ». Replacé dans ce contexte, le souhait du gouvernement marocain pour ses ressortissants de ne pas les « mêler aux étudiants afro-asiatiques ou américano-latins composant l’Université de “l’Amitié des Peuples” » peut ainsi être interprété comme une attitude empreinte de racisme.

En tout état de cause, dans les milieux gouvernementaux arabes, le rejet de l’Université Lumumba faisait l’unanimité. Si les stéréotypes et les hiérarchies culturelles influaient sur cette attitude négative, les autres arguments ne manquaient pas. Le cumul de tout cela suffisait à cultiver le mépris pour cet établissement. La manifestation la plus ferme de ce rejet était la non reconnaissance de son diplôme, qui décourageait les jeunes arabes à candidater. À ce propos, un candidat tunisien fit part aux Soviétiques de son embarras : « Après la fin des études, rien ne me garantit que le gouvernement tunisien reconnaîtra les diplômes délivrés par l’Université. Aussi, le gouvernement soviétique pense-t-il faire des démarches auprès des gouvernements dans ce sens ?⁴⁴ ».

Le gouvernement soviétique fut bien obligé de faire des démarches de façon bilatérale et à l’échelle internationale. Sur le plan international, Moscou obtint en mai 1964 l’admission de son établissement à l’Association Internationale des Universités, qui fut reçue comme une « reconnaissance de son activité réussie⁴⁵ ». La participation de ses professeurs aux conférences internationales et aux activités de l’Unesco, ainsi que la mise en place de coopérations avec des établissements étrangers étaient importantes pour sa légitimation internationale. Sur le plan des relations bilatérales, l’URSS a procédé à la signature d’accords de coopération avec les pays étrangers, accords qui prévoyaient la reconnaissance des titres universitaires. Ces efforts portèrent leurs fruits pendant les années 1970, quand plusieurs pays de l’Afrique

⁴² GARF, f. 9606, op. 1, d. 2703, l. 36, propos rapportés par l’ambassade soviétique en Irak, 17 août 1966.

⁴³ GARF, f. 9518, op. 1, d. 531, l. 81. La discussion eut lieu à Tunis le 19 août 1963.

⁴⁴ GARF, f. 9576, op. 13, d. 23, l. 117, lettre du 23 mars 1961.

⁴⁵ RGASPI, f. M-3, op. 3, d. 264, l. 104, document de 1965.

subsaharienne reconnuent le diplôme de la Lumumba⁴⁶ mais cela ne fut jamais le cas en Afrique du Nord.

Arrêter, décourager et discriminer les étudiants

L'escalade des réactions contre l'Université Lumumba eut des conséquences à plusieurs niveaux. Les États africains renforcèrent leurs contrôles afin d'empêcher leurs ressortissants de partir y étudier. L'Égypte, qui était le premier pays non communiste à établir une coopération éducative avec l'URSS en 1957, montra sa fermeté dès le début. Aux trois boursiers égyptiens qui en 1960 tentèrent de court-circuiter l'interdiction officielle, les autorités refusèrent la sortie du pays⁴⁷. Au fur et à mesure, la plupart des pays multiplièrent leurs contrôles. Ainsi, le départ sans autorisation devint pour les étudiants une affaire difficile et souvent une expérience douloureuse. Quatre boursiers dahoméens (Bénin actuel) qui n'étaient pas munis d'autorisation l'éprouvèrent quand « le 21 août [1966] au moment où ils partaient pour Moscou pour étudier à l'Université de l'Amitié des Peuples, P. Lumumba, [ils] se sont fait sortir de l'avion. [...] Cinq minutes avant le décollage, le commissaire de police leur intima de quitter l'avion⁴⁸ ».

Ces réactions eurent des répercussions sur le moral des étudiants des premières promotions. La propagande et la non reconnaissance du diplôme amenèrent plusieurs étudiants à demander leur transfert dans d'autres universités. Soutenus par leur ambassade, des étudiants tunisiens s'adressèrent aux autorités soviétiques pour demander leur transfert à l'Université d'État de Moscou (MGU)⁴⁹. L'ambassade d'Algérie présenta aussi aux autorités soviétiques une demande de transfert de huit Algériens à MGU⁵⁰. « Tous les boursiers de l'Association de l'Amitié étant à MGU, il n'y a pas de raison que moi je reste à Lumumba. J'y étais simplement par erreur » écrivait le Sénégalais Thierno Diallo à l'Association soviétique pour l'amitié avec les peuples d'Afrique, en demandant, lui aussi, son transfert à MGU⁵¹.

Ces demandes reflétaient une tendance à fuir l'Université Lumumba, ce que son vice-recteur attribuait à la propagande occidentale⁵². Une autre conséquence fut qu'un nombre croissant parmi les étudiants commença à douter des perspectives professionnelles offertes. Ce malaise général eut un effet durable : celui de générer une hiérarchie et une distinction entre ceux qui étaient « du bon côté » et destinés à devenir des élites, tels les étudiants à MGU, et ceux qui sortaient d'un établissement contesté avec toutes les conséquences que cela pouvait avoir sur leur carrière.

Certes les effets de cette distinction, dont certains diplômés de Lumumba firent les frais, variaient d'un pays à l'autre, d'une promotion à l'autre, ainsi que d'une spécialisation à l'autre. Un rapport issu de l'Université Lumumba en juin 1968 qui abordait la question de la situation professionnelle des 978 premiers promus, révélait des disparités significatives relatives à leur spécialisation. D'après les rapporteurs, les diplômés de la faculté de biologie étaient très

⁴⁶ Ponomarenko Ludmila et Zueva Elena (2009), *PFUR and Africa*, Moscou, Peoples' Friendship University, p. 49 ; Koudawo F., *La formation...*, *op. cit.*, p. 167.

⁴⁷ GARF, f. 9606, op. 1, d. 940, l. 134. L'événement est abordé par le vice-ministre de l'enseignement le 12 avril 1961.

⁴⁸ GARF, f. 9606, op. 1, d. 2703, l. 22, rapport de l'ambassadeur de l'URSS.

⁴⁹ GARF, f. 9518, op. 1, d. 531, l. 144, lettre de l'ambassade de Tunisie à Moscou adressée au MID URSS, 05 février 1964.

⁵⁰ GARF, 9518, op. 1, d. 540, l. 402, lettre du 07 octobre 1963.

⁵¹ GARF, f. 9576, op. 14, d. 43, l. 60, lettre du 27 août 1962.

⁵² GARF, 9518, op. 1, d. 540, l. 406, lettre du vice-recteur, 31 octobre 1963.

recherchés et, parmi eux, 55 % travaillaient déjà dans l'enseignement et la recherche ou continuaient en thèse, 19 % avaient des postes aux ministères et 24 % travaillaient en tant qu'agronomes. Par contre, parmi les 115 spécialistes en droit international, seules 11 personnes avaient trouvé un travail relatif à leur spécialisation⁵³.

Le terrain professionnel pour les diplômés était favorable quand deux conditions étaient réunies. La première condition était si les cadres qualifiés pour la fonction publique et les entreprises manquaient. D'une manière générale, les diplômés qui rentrèrent en Afrique avant la crise des années 1980 étaient privilégiés. La seconde condition était si les gouvernements africains entretenaient de bonnes relations avec le bloc de l'Est ou, encore mieux, s'ils s'orientaient vers le socialisme. Ce fut le cas de Zanzibar, après la révolution de janvier 1964 : deux diplômés de Lumumba, Hassan Moyo et Kassim Hanga, devinrent ministres dans le nouveau gouvernement⁵⁴. En Guinée Conakry et au Mali les diplômés de toutes les universités soviétiques occupèrent des postes-clés⁵⁵.

Les crises et les soubresauts politiques constituaient aussi des facteurs décisifs. Au Nigéria, au début des années 1960, l'aide à la formation de cadres et les méthodes soviétiques de recrutement avaient été sévèrement critiquées⁵⁶. Toutefois, quelques années plus tard, le soutien soviétique au gouvernement fédéral pendant la guerre civile (1967-1970) porta ses fruits. Une association de diplômés des universités soviétiques fut fondée en 1970 et fêta le dixième anniversaire de la fondation de l'Université Lumumba. Diplômé de Lumumba, son président, Shegun Odunuga, occupa la chaire des études russes à la faculté des lettres de l'Université d'Ibadan⁵⁷. Odunuga fut cependant l'exception qui confirme la règle⁵⁸.

D'autres sources attestent de la méfiance face aux diplômés de Lumumba et de l'opinion positive que les gouvernements avaient pour les universités ordinaires. Au Maroc, tandis que les diplômes des universités soviétiques prestigieuses furent reconnus en octobre 1967, celui de la Lumumba ne le fut pas. Pour un diplômé de l'Institut de chimie « Dimitri Mendeleïev », du nom du grand chimiste russe, trouver un travail dans un laboratoire fut très facile. Comme il le racontait au consulat général de l'URSS à Casablanca, la clé était « d'avoir un diplôme reconnu ». Par contre, ajoutait-il, ceux dont le diplôme n'avait « aucune valeur au Maroc » souffraient et étaient en colère contre l'URSS qui ne soutenait pas leur combat pour la reconnaissance de leurs diplômes⁵⁹. Au Sénégal, les rapports de l'ambassade dressaient le tableau d'une situation similaire. Un diplômé sénégalais de l'Université d'État de Kiev pouvait passer le concours national et entrer dans le service diplomatique⁶⁰. Dans le même temps, son compatriote, diplômé de Lumumba, se rendait à l'ambassade pour raconter ses propres

⁵³ RGASPI, f. M-1, op. 39, d. 143, l. 12, rapport du 04 juin 1968.

⁵⁴ Burgess Thomas (2007), « A Socialist Diaspora: Ali Sultan Issa, the Soviet Union, and the Zanzibari Revolution », in M. Matusevich (dir.), *Africa in Russia, Russia in Africa: Three Centuries of Encounters*, Trenton, Africa World Press, pp. 263-291.

⁵⁵ GARF, 9606, op. 1, d. 5357, l. 69, rapport de l'Université de Kiev, 23 juin 1972.

⁵⁶ Matusevich Maxim (2003), *No Easy Row for a Russian Hoe: Ideology and Pragmatism in Nigerian-Soviet Relations, 1960-1991*, Trenton, Africa World Press, pp. 80-85.

⁵⁷ Koudawo F., *La formation...*, op. cit., p. 161.

⁵⁸ Matusevich, *No Easy Row...*, op. cit.

⁵⁹ GARF, 9606, op. 1, d. 3538, l. 127, rapport du Consulat de l'URSS, 20 novembre 1968.

⁶⁰ Il s'agissait de Youssouf Baro. GARF, 9576, op. 14, d. 197, l. 128, discussion entre Baro et le diplomate, 14 mai 1969.

malheurs et ceux d'autres diplômés comme le chômage, les diplômés non reconnus et la migration à l'étranger⁶¹.

Au Ghana, qui entre 1958 et 1966 fut le plus grand « exportateur » africain d'étudiants en URSS, les diplômés affrontèrent aussi des obstacles. Après la chute de Kwamé Nkrumah en février 1966, ils se trouvèrent dans le collimateur du nouveau régime. Si tous les étudiants formés en URSS devinrent suspects, car selon les nouvelles autorités ghanéennes, ils auraient été endoctrinés, les médecins furent plus que les autres professions considérés comme incompetents. Leur diplôme n'étant pas reconnu dans le pays, ils furent obligés de reprendre des cours, passer des examens et faire un internat au Ghana. D'ailleurs, les médecins formés à l'Université Lumumba constituèrent la cible principale des attaques⁶².

À certains égards les autorités ghanéennes n'avaient pas tort. Les deux professeurs soviétiques qui écrivirent le rapport de 1968 cités plus haut admettaient que la formation des médecins n'était pas d'un bon niveau. Les cinq années de cours ne suffisaient pas et moins de 15 % des étudiants en médecine pratiquaient lors des études⁶³. À propos des diplômés de Lumumba, deux spécialistes ghanéens écrivaient que « chacun doutait que les Russes aient donné à ces étudiants la même éducation qu'aux étudiants soviétiques dans leurs meilleures universités⁶⁴ ». Toutefois, la distinction entre médecins formés à Lumumba et ceux formés dans les universités ordinaires soviétiques n'était pas claire. Le fait que la grande majorité des étudiants ghanéens étaient formés dans les universités d'État ordinaires était d'ailleurs passé sous silence⁶⁵. L'insuffisance de la formation à l'Université Lumumba alimentait ainsi généralisations et allégations pour l'ensemble des diplômés. Dans ce contexte, l'Université Lumumba offrait le meilleur prétexte pour attaquer tous les diplômés de l'URSS.

Le Cameroun et la Sierra Leone furent également parmi les pays qui adoptèrent une attitude de méfiance face à ces diplômés. La politique d'admissions et le niveau des études à Lumumba figurèrent parmi les raisons évoquées. Pour le ministre de l'Enseignement de Sierra Leone, les étudiants à Lumumba avaient un mauvais niveau parce qu'ils avaient été choisis par des organisations prosoviétiques et ne remplissaient pas les critères académiques⁶⁶. Au Cameroun, les diplômés de la plupart des médecins qui rentraient d'URSS n'étaient pas reconnus. La raison évoquée était qu'ils n'avaient pas eu leur baccalauréat avant d'entamer leurs études. D'après le commissaire général à la santé, il y avait parmi les médecins camerounais formés en URSS « des anciens étudiants des écoles de médecine de France, rejetés à cause de leur échec académique », mais qui « devinrent médecins en URSS⁶⁷ ». Beaucoup de ces médecins formés en URSS prirent d'ailleurs le chemin de l'émigration. D'après un ancien étudiant camerounais du deuxième Institut de médecine de Moscou, trois médecins camerounais sur quatre partaient travailler au Togo⁶⁸. De son côté, l'ambassade soviétique à

⁶¹ GARF, f. 9576, op. 14, d. 197, l. 84, rapport sur une discussion du 10 mars 1969 entre le secrétaire de l'ambassade soviétique à Dakar et le diplômé.

⁶² Patton Adell (1996), *Physicians, Colonial Racism, and Diaspora in West Africa*, Gainesville, University Press of Florida, pp. 238-241.

⁶³ RGASPI, f. M-1, op. 39, d. 143, l. 10, rapport de N. Egorov et N. Sofinskij, 4 juin 1968.

⁶⁴ Comme le souligne le texte de deux Ghanéens parut dans le journal *Legon Observer* en octobre 1967. Une copie se trouve à GARF, f. 9518, op. 1, d. 1112, l. 6.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ GARF, f. R-9576, op. 14, d. 242, l. 23.

⁶⁷ GARF, f. 9606, op. 1, d. 3538, l. 79, propos du 17 juin 1968 rapportés par l'ambassadeur de l'URSS au Cameroun.

⁶⁸ GARF, f. 9606, op. 1, d. 3538, l. 76, témoignage du 14 janvier 1968 rapporté par l'ambassadeur soviétique au Togo.

Amsterdam découvrit un médecin diplômé de Lumumba qui travaillait aux Pays-Bas et d'autres Camerounais, diplômés d'universités soviétiques, qui faisaient des carrières en Europe⁶⁹.

En mars 1969, quand l'ambassadeur soviétique en Zambie se rendit au ministère de l'Enseignement du pays pour discuter les détails de l'envoi des boursiers en URSS, il fit la constatation suivante : la liste des candidats pour les quinze places que l'URSS avait accordées dans les universités d'État était prête. Celle pour Lumumba ne l'était pas, les intermédiaires zambiens évoquant le manque de temps. L'ambassadeur n'eut aucun doute quant à la vraie raison : « Dans les cercles de pouvoir zambiens l'opinion est jusqu'aujourd'hui diffuse que Lumumba est un établissement d'enseignement spécialement créé pour les Africains et dans lequel ils sont "ségrégués" » rapportait-il⁷⁰.

Réforme, reconnaissance et catastrophe

Les réactions venant de l'étranger, les questions à propos des cursus, le niveau faible de beaucoup d'étudiants, ainsi que les demandes de certains parmi eux de poursuivre leurs études dans une autre université soviétique, alarmèrent les responsables soviétiques. Cependant, alors que les premières promotions étaient en train de rentrer en Afrique, le problème le plus important était la reconnaissance du diplôme. Tenue à Moscou en juin 1968, une conférence de l'Unesco au sujet de l'équivalence des diplômes ne porta pas ses fruits⁷¹. Toutes ces questions nécessitaient pourtant des réponses.

Dans un rapport qu'il adressa au ministre de l'Enseignement Viatcheslav Elioutine, le recteur de la Lumumba Roumiantsev identifiait comme problème principal le fait que le diplôme de l'université était reconnu comme Maîtrise au lieu de Master. La solution qu'il proposait était purement technique : que les étudiants puissent obtenir la Maîtrise au bout de la troisième année (quatrième pour la médecine) et le Master une année plus tard. S'arrêter en Maîtrise était aussi envisagé comme option⁷². Dans tous les cas, Roumiantsev restait fidèle à l'idée de la formation accélérée.

Elioutine ne fut pas convaincu. En décembre 1970, il remplaça Roumiantsev par Vladimir Stanis, le vice-ministre de l'Enseignement, qui demeura le recteur de la Lumumba jusqu'en juin 1993. Stanis prit ses fonctions et reçut la directive de soumettre un plan de réformes. En juillet 1971, son plan était prêt. « Il est nécessaire », soulignait Stanis, « de prolonger la durée des études dans toutes les spécialisations de six à dix mois⁷³ ». Il proposait ensuite d'augmenter le pourcentage d'étudiants soviétiques, qui en 1960 était de 10 % et en 1964 de 25 %, à 50 %. Sélectionnés avec des critères académiques stricts, les Soviétiques devaient aider les étrangers à maîtriser le russe, condition indispensable pour relever le niveau. Le 31 décembre 1971, le ministère ratifia le plan de Stanis. À partir de l'année académique 1972-1973, tous les étudiants admis poursuivaient des programmes d'études identiques à ceux des universités ordinaires⁷⁴.

⁶⁹ GARF, f. 9606, op. 1, d. 3538, l. 89, rapport de novembre 1968.

⁷⁰ GARF, f. 9606, op. 1, d. 3962, l. 43, rapport du 14 mars 1969.

⁷¹ de Grandpré Marchel (1975), « L'équivalence des études supérieures. L'établissement des équivalences : problème international », *La Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 5(3), pp. 17-23.

⁷² Archives centrales de la municipalité de Moscou (TsMAM), f. 3061, op. 1, d. 1406, l. 3-4, Roumiantsev à Elioutine, 23 décembre 1968.

⁷³ TsMAM, f. 3061, op. 1, d. 1381, l. 7-23, Stanis à Elioutine.

⁷⁴ GARF, f. 9606, op. 1, d. 4527, op. 1, l. 169-175.

Stanis prit aussi d'autres mesures. Les étudiants qui n'avaient pas accompli l'enseignement secondaire ne furent pratiquement plus admis. Les stages dans les entreprises furent systématisés. Le « culte du savoir » devint le slogan de la Lumumba qui se transformait petit à petit en université ordinaire. Relever le niveau, augmenter son prestige et faire reconnaître le diplôme de l'université, tels étaient les objectifs des réformes.

Les réactions des pays africains ne furent pas unanimes. L'Algérie, qui poursuivait une coopération éducative avec l'URSS à grande échelle, n'accepta pas de bourses et ne reconnut jamais le diplôme de l'Université Lumumba. En revanche, la majorité des États de l'Afrique subsaharienne le reconnurent et nombre de pays proches à l'URSS, tels l'Angola, le Bénin, le Congo Brazzaville, le Mali ou le Mozambique signèrent des accords de coopération avec l'établissement⁷⁵. Les Nigériens, qui depuis la guerre du Biafra avaient dû quitter la Lumumba, y retournèrent aussi vers la fin des années 1970⁷⁶.

Les facteurs économiques jouèrent un rôle important dans ces évolutions. Suite à la crise mondiale de 1973, la Grande-Bretagne introduisit des frais élevés de scolarité pour les étudiants étrangers⁷⁷. Aux États-Unis aussi les frais de scolarité augmentèrent et le nombre des étudiants africains chuta⁷⁸. Quelques années plus tard, quand le prix du pétrole s'écroula, le gouvernement nigérien se retrouva en défaut de paiement vis-à-vis des universités américaines et suspendit l'octroi des bourses à ses ressortissants qui étudiaient à l'étranger⁷⁹. En revanche, entre 1979 et 1989, l'Union soviétique doubla le nombre des bourses accordées aux pays africains qui se trouvaient alors en pleine crise économique⁸⁰. Sans aucun doute, dans ce contexte international, l'Université Lumumba constituait un phare de solidarité, voire un îlot de sécurité pour les étudiants qui n'avaient pas les moyens de financer leurs études.

Toutefois, ces évolutions arrivèrent tard. L'Union soviétique sombra à son tour dans la crise et s'écroula entre 1989-1991. À partir de 1989, l'Université Lumumba admettait uniquement des étudiants qui payaient les frais de scolarité. Le 5 février 1992, elle fut rebaptisée Université russe de l'Amitié des Peuples. Un chapitre d'histoire venait de se terminer.

À peine deux ans après la création de l'Université Lumumba, un diplomate du *Foreign Office* britannique se réjouissait en notant que « la création d'une sorte de ghetto africain sous la forme de l'Université Lumumba a clairement été une erreur⁸¹ ». Il entendait, d'une part, que les étudiants africains étaient ségrégués et, de l'autre, que cette prétendue ségrégation avait des effets néfastes sur la politique internationale de l'URSS.

⁷⁵ Ponomarenko L. et Zueva E., *PFUR and Africa...*, *op. cit.*, p. 49.

⁷⁶ Données du ministère de l'Enseignement à propos de l'accueil des étudiants étrangers en 1980, voir GARF, f. 9606, op. 1, d. 9121, l. 4.

⁷⁷ Chandler Alice (1985), *Foreign Students and Government Policy: Britain, France and Germany*, Washington DC, American Council on Education, pp. 1-7.

⁷⁸ Coombs Philip (1985), *The World Crisis in Education: The View from the Eighties*, New York, Oxford University Press, p. 321.

⁷⁹ Altbach Philip, Kelly David et Lulat Y. G-M. (1986), *Governmental and Institutional Policies on Foreign Students: An Overview and Bibliography*, Amherst, State University of New York at Buffalo, p. 65.

⁸⁰ Katsakioris C., « Creating a Socialist Intelligentsia... », art. cité.

⁸¹ BNA, CO, d. 1027/382, rapport par l'Information Research Department, 9 novembre 1962, p. 4.

En réalité, l'Université Lumumba n'était pas du tout un ghetto et les Soviétiques n'eurent à aucun moment l'intention de ségréguer les étudiants du « tiers-monde ». Ces derniers étaient par ailleurs disséminés dans des dizaines d'universités un peu partout en URSS, faisant leurs études aux côtés des Soviétiques. Certes, un des objectifs de la Lumumba était d'attirer des militants des organisations anti-impérialistes. Il est pourtant important de rappeler que les militants de l'UPC ou du PAI étudiaient aussi dans les universités ordinaires du pays. Le second objectif était d'aider les jeunes issus de couches sociales défavorisées lesquels, espéraient les Soviétiques, deviendraient probablement des communistes. Le troisième objectif était de démontrer aux pays du Sud que l'expérience de l'URSS, y compris en matière de formation de cadres, était significative pour leur développement. Dans ce sens, à travers la formation d'« hommes nouveaux », cette université était censée contribuer au transfert du modèle soviétique en Afrique⁸². Moscou comptait en effet beaucoup sur la valeur symbolique que pourrait avoir l'établissement à l'étranger.

Cette ambition pourtant, comme Laugier et Fischer l'avaient déjà constaté et comme le diplomate britannique le suggérait, s'avéra, en grande partie erronée. De Lusaka à Alger, beaucoup d'Africains ne furent pas convaincus par cette université au statut particulier, pratiquant une politique d'admissions très contestée. Pour ces raisons, ils s'opposèrent à l'envoi d'étudiants en URSS et refusèrent la plupart du temps de reconnaître le diplôme. Comme le bilan historique officiel l'admet, beaucoup de diplômés des premières promotions eurent du mal à homologuer leur diplôme qui était considéré comme inférieur par rapport aux diplômes des autres universités soviétiques⁸³. Au lieu de consolider sa légitimité en tant qu'établissement qui pratiquait la « discrimination positive », l'Université Lumumba finit par créer une nouvelle catégorie de discriminés, celle de ses propres diplômés. Les Soviétiques eux-mêmes se rendirent compte de leurs erreurs et, dans les années 1970, entamèrent des réformes. En termes de politique culturelle internationale, ce projet ne fut, dès lors, pas une grande réussite.

Tous ces problèmes, pourtant, ne peuvent pas réduire l'importance historique et la contribution réelle de l'Université Lumumba et de l'ensemble de l'aide soviétique à la formation des étudiants africains. Comme cet article l'a souligné, seule Lumumba forma des milliers de spécialistes africains aux frais de l'URSS. Si cette université n'avait pas existé, ces derniers n'auraient probablement jamais fait d'études supérieures. La Lumumba forma des centaines de médecins, ingénieurs, agronomes et enseignants « anonymes » qui rentrèrent pour travailler en Afrique. Certains parmi eux arrivèrent même au sommet du pouvoir comme Michel Djotodia, président de la République centrafricaine entre 2013 et 2014, ou Hifikepunye Pohamba, président de Namibie entre 2005 et 2015.

Constantin Katsakioris

Faculté de sciences humaines et sociales, Université Bayreuth (Allemagne)

⁸² À propos de l'homme nouveau, voir Vaissière Cécile (dir.) (2016), *La fabrique de l'homme nouveau après Staline. Les arts et la culture dans le projet soviétique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

⁸³ Ponomarenko L. et Zueva E., *PFUR and Africa...*, *op. cit.*, p. 66.

Bibliographie

ALTBACH Philip, KELLY David et LULAT Y. G-M. (1986), *Governmental and Institutional Policies on Foreign Students: An Overview and Bibliography*, Amherst, State University of New York at Buffalo.

ASSIÉ-LUMUMBA N'dri T. (2006), *Higher Education in Africa: Crises, Reforms and Transformation*, Dakar, Codesria.

AYIH Michel (1961), *Ein Afrikaner in Moskau*, Cologne, Bertelsmann.

BLUM Françoise (2016), « Trajectoires militantes et (re)conversions : À propos de la FEANF. Que sont-ils/elles devenu-e-s ? », Thèse d'habilitation en histoire, EHESS.

BURGESS Thomas (2007), « A Socialist Diaspora: Ali Sultan Issa, the Soviet Union, and the Zanzibari Revolution », in M. MATUSEVICH (dir.), *Africa in Russia, Russia in Africa: Three Centuries of Encounters*, Trenton, Africa World Press, pp. 263-291.

BURTON Eric (2018), « Introduction. Journeys of Education and Struggle: African Mobility in Times of Decolonization and the Cold War », *Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, 34(18), pp. 1-17.

CHAFER Tony (2002), *The End of Empire in French West Africa. France's Successful Decolonization?*, Oxford, Berg.

CHANDLER Alice (1985), *Foreign Students and Government Policy: Britain, France and Germany*, Washington DC, American Council on Education.

COLLOQUE DE DAKAR-ABIDJAN (1961), *Les Cahiers de la République*, numéro spécial.

COOMBS Philip (1985), *The World Crisis in Education: The View from the Eighties*, New York, Oxford University Press.

DE GRANDPRE Marchel (1975), « L'équivalence des études supérieures. L'établissement des équivalences : problème international », *La Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 5(3), pp. 17-23.

DE SAINT MARTIN Monique, SCARFO GHELLAB Grazia et MELLAKH Kamal (2015), (dir.), *Étudier à l'Est. Trajectoires d'étudiants africains et arabes en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est*, Paris, Karthala.

DIENG Amady Aly (2011), *Mémoires d'un étudiant africain*, v. 2, Dakar, Codesria.

DIOP Majhemout (2007), *Mémoires de luttes. Textes pour servir à l'histoire du Parti Africain de l'Indépendance*, Paris, Présence Africaine.

FISCHER Georges et LAUGIER Henri (1960), « Pour une Université internationale au service des pays sous-développés. À propos du Colloque Abidjan-Dakar », *Tiers-Monde*, 1(1-2), pp. 17-26.

FISCHER Georges (1973), « Henri Laugier : in memoriam », *Tiers-Monde*, 14(53), pp. 5-7.

HESSLER Julie (2006), « Death of an African student in Moscow. Race, politics, and the Cold War », *Cahiers du Monde russe*, 47(1-2), pp. 33-64.

KATSAKIORIS Constantin (2007), « Transferts Est-Sud. Échanges éducatifs et formation de cadres africains en Union soviétique pendant les années soixante », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 354-355(95), pp. 80-103.

_____ (2010), « Soviet Lessons for Arab Modernization: Soviet Educational Aid Towards Arab Countries after 1956 », *Journal of Modern European History*, 8(1), pp. 85-105.

_____ (2017), « Burden or Allies? Third World Students and Internationalist Duty through Soviet Eyes », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 18(3), pp. 539-567.

_____ (2017), « Creating a Socialist Intelligentsia: Soviet Educational Aid and Its Impact on Africa, 1960-1991 », *Cahiers d'Études africaines*, 226(2), pp. 259-286.

_____ (2019), « The Lumumba University in Moscow: Higher Education for a Soviet-Third World Alliance, 1960-1991 », *Journal of Global History*, 14(2), pp. 281-300.

KOUDAWO Fafali (1992), *La formation des cadres africains en Europe de l'Est depuis 1918*, Paris, L'Harmattan.

MATUSEVICH Maxim (2003), *No Easy Row for a Russian Hoe: Ideology and Pragmatism in Nigerian-Soviet Relations, 1960-1991*, Trenton, Africa World Press, pp. 80-85.

MAZOV Sergej (1999), « Afrikanские студенты в Москве в год Африки (по архивным материалам) », *Vostok*, 3, pp. 89-103.

MIETHE Ingrid, KRIELE Tobias, KAISER Tim et PEPIORKA Alexandra (2019), *Globalisation of an Educational Idea: Workers' Faculties in Eastern Germany, Vietnam, Cuba and Mozambique*, Munich, De Gruyter Oldenbourg.

MORAZE Charles (1974), « À l'IEDES : Georges Fischer », *Tiers-Monde*, 15(58), pp. 413-414.

MUEHLENBECK Philip (2016), *Czechoslovakia in Africa, 1945-1968*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

PATTON Adell (1996), *Physicians, Colonial Racism, and Diaspora in West Africa*, Gainesville, University Press of Florida.

PONOMARENKO Ludmila et ZUEVA Elena (2009), *PFUR and Africa*, Moscou, Peoples' Friendship University.

PUGACH Sara (2019), « Eleven Nigerian Students in Cold War East Germany: Visions of Science, Modernity, and Decolonization », *Journal of Contemporary History*, 54(3), pp. 551-572.

ROSSEN Seymour (1973), *The Development of the Peoples' Friendship University in Moscow*, Washington DC, U.S. Government Printing Office.

SADJI Amadou Booker (2006), *Le rôle de la génération charnière ouest-africaine. Indépendance et développement*, Paris, L'Harmattan.

VAISSIE Cécile (dir.) (2016), *La fabrique de l'homme nouveau après Staline. Les arts et la culture dans le projet soviétique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

VAN WALRAVEN Klaas (2013), *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill.

WESTAD Odd Arne (2005), *The Global Cold War, Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press.

YENGO Patrice (2011), « Jalons pour une historiographie des élites africaines formées dans le Bloc soviétique », in M. LECLERC-OLIVE, G. SCARFO GHELLAB et A-C. WAGNER (dir.), *Les mondes universitaires face au marché. Circulation des savoirs et pratiques des acteurs*, Paris, Karthala, pp. 135-148.